

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 75 (1987)

Heft: [3]

Artikel: Les Espagnoles brûlent les étapes

Autor: Tonon, Ariane

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-278245>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les Espagnoles brûlent les étapes

Depuis la fin du régime franquiste, les Espagnoles ont mis les bouchées doubles pour se libérer du carcan d'une tradition d'oppression. Mais la société n'a pas évolué au rythme de leurs aspirations.

1975 : la mort de Franco scelle la fin de quarante années noires. 1987 : l'Espagne est entrée dans la CEE et le gouvernement socialiste tente de gérer une crise économique qui laisse 30 % de la population active sans emploi. Quant aux femmes, leur lutte pour l'intégration professionnelle se double d'un formidable effort d'émancipation familiale, culturelle et sociale. Trois d'entre elles ont bien voulu tirer le bilan avec nous et essayer d'aller au-delà de la froideur des statistiques.

Elles s'appellent Maria Inmaculada, Maria del Carmen et Maria del Pilar. En honneur de la Vierge et parce qu'il aurait été mal vu, en ces temps-là, de baptiser une fille autrement. Tout le monde leur dit Inma, Carmen et Pili, pour simplifier. Elles ont entre 24 et 30 ans. Respectivement étudiante, enseignante et psychologue, elles sont les trois d'accord pour attribuer la palme du changement au domaine de l'éducation : l'accès aux études a profondément modifié la condition de millions de femmes.

Au début de l'ère franquiste, la loi disait : « on libérera la femme de l'atelier et de la fabrique ». Pourtant, dès 1960, les industries nouvelles vont absorber de grandes quantités de main-d'œuvre, masculine et féminine. Le niveau de formation de la population — 6 ans d'école obligatoire — ne correspond pas aux nouveaux besoins. En contradiction avec ses propres principes, le gouvernement est obligé d'entreprendre une réforme scolaire. Elle sera achevée en 1970 : l'éducation générale de base passera à 8 ans et les portes de l'enseignement moyen et supérieur seront largement ouvertes. Le nombre d'universitaires s'accroît de manière fantastique : 94 000 en 1962 ; 650 000 en 1978.

Pour tenter de ne pas trop se désavouer, le gouvernement mène une campagne pour que les femmes ne dépassent pas le niveau d'études moyen — bac ou formation professionnelle —. Par conséquent, les étudiantes ne firent qu'une entrée timide dans les Universités. Beaucoup, parmi les pionnières, abandonnèrent en cours de route.



Inma, 24 ans, étudiante en histoire contemporaine.

« Il était devenu normal qu'une fille étudie, contrairement à nos mères ou à nos sœurs plus âgées. Il était normal aussi d'abandonner après le bac, pour se marier. L'idéologie réelle du gouvernement continuait à mettre en avant notre rôle d'épouse et de mère. Lorsque l'une d'entre nous se mariait, elle laissait tomber les études pour se consacrer à son foyer », explique Pili. « C'est après 1975, sous l'effet des débats dans les Universités et des influences de l'étranger, que les conceptions ont commencé à changer. Aujourd'hui, la plupart des universitaires terminent leur licence et cherchent du travail, même si elles se marient. »

Dès 1978, il y a quatre femmes pour 6 hommes dans les Universités. La plupart dans les facultés de lettres, philosophie et sciences humaines. Mais les Espagnoles entrent aussi en sciences naturelles, en médecine et en droit, où elles représentent 40 % des effectifs. Pour Inma, « cet ac-

croissement est dû au chômage. S'il y avait du travail, beaucoup d'entre nous ne s'inscriraient jamais à l'Uni. » Il est certain que le manque de travail incite à prolonger le temps de formation. Il n'en reste cependant pas moins que la moitié des écoliers ne dépassent pas le niveau de l'EGB (Enseignement Général de Base).

« En matière d'éducation, le manque d'argent sélectionne plus sûrement que le sexe »

« La mauvaise qualité de l'enseignement décourage les élèves, surtout ceux qui ont de la peine. La majorité du corps enseignant exerçait déjà sous Franco ; il a aujourd'hui les mêmes idées qu'autrefois, quand l'école était non-mixte. Les classes sont surchargées : certaines comptent jusqu'à quarante élèves. »

Pili milite dans un mouvement pédagogique de réforme de l'école publique. « Nous avons mis sur pied un projet d'éducation non-sexiste, dans l'ensemble du pays. Nous en sommes à la phase d'expérimentation. Mais nous travaillons aussi pour l'égalité des chances pour tous. Dans les familles de bas niveau culturel, on ne comprend pas la nécessité d'une formation. De plus, la centralisation des écoles moyennes oblige les adolescents à vivre en dehors de leur famille. Les bourses ne suffisent pas à payer les études et l'entretien. Le manque d'argent sélectionne plus sûrement que le sexe. »

L'arrêt des études touche filles et garçons dans une même proportion, ce qui confirme les propos de Pili. Par ailleurs, ces adolescents de 14 ans qui abandonnent proviennent majoritairement de l'école publique. Les 40 % des élèves qui, aujourd'hui encore, suivent la filière des écoles religieuses privées ont coutume de poursuivre leur formation.

L'entrée dans le monde du travail n'est pas facile, formation ou pas. Carmen, n'a jamais travaillé ; elle a terminé sa licence voici 6 ans. Elle connaît les coulisses du chômage comme personne. « L'augmentation du chômage provient de la suppression d'emplois dans l'industrie, où se concentrent les groupes à bas niveau de formation¹. C'est dans ces secteurs que les femmes étaient entrées dans les années soixante. Les 80 % des chômeurs et les 50 % des chômeuses n'ont aucune qualification ; les trois quarts des femmes sans travail ont moins de 25 ans. Ce n'est pas le cas dans les groupes à niveau d'étude moyen ou supérieur : le taux de chômage élevé, dans ces groupes, est dû à l'apparition de nouveaux actifs, et surtout de nouvelles actives, qui n'ont pas trouvé d'emploi. Le niveau d'occupation est resté le même. »

Les jeunes femmes sans formation sont aussi « celles qui ne s'inscrivent pas à l'office du travail, surtout dans les campagnes », précise Inma. « Leur taux réel de chômage est sous-évalué. En fait, la quasi-totalité des jeunes est sans travail, du moins sans travail fixe et légal. Dans ces couches, le mariage continue à représenter une solution pour échapper à la tutelle des parents. Cependant, il y a de fortes chances pour que le futur mari soit aussi sans le sou, faute de boulot. Cette situation rend la création d'un nouveau ménage impossible. L'économie clandestine finit par absorber une partie de ces femmes ; elles travaillent pour des salaires inférieurs au salaire minimal, sans couverture sociale. Ce n'est pas un salaire qui permette de survivre, tout juste d'aider un peu la famille »².

“Un million et demi de clandestines travaillent pour un salaire inférieur au salaire minimal, sans couverture sociale”

Les estimations officielles annoncent un million et demi de clandestines, travaillant essentiellement dans des ateliers de sous-traitance ou à domicile. Il faut y ajouter deux millions d'employées domestiques vivant dans des conditions similaires.

Les universitaires n'échappent pas au sous-emploi. Tout va bien jusqu'à la fin des études, mais au moment de mettre en pratique les connaissances accumulées, les obstacles abondent. Aux réticences bien connues à employer des femmes dans les postes à responsabilités, s'ajoute la rareté de ceux-ci.

Les organismes publics sont les principaux employeurs ; ils attribuent les places sur la base d'un concours d'entrée. Les femmes ont tendance à se présenter pour des travaux sous-qualifiés. Carmen en est un exemple : « Je me présente maintenant

à tous les concours pour des postes d'auxiliaires dans l'administration et les hôpitaux ».

A l'instar des femmes des autres pays, les Espagnoles veulent travailler. Le pays compte un tiers de femmes parmi la population active et le changement a été profond depuis la mort de Franco. Non pas qu'il y ait beaucoup plus de femmes exerçant réellement une profession — seulement 7 % d'accroissement depuis 1974 — mais elles ne veulent plus retourner au

pêché quatre femmes d'entrer dans un puits. Ils se sont mis en grève pour protester contre l'engagement de personnel féminin. Ils prétendent que ces femmes mariées

“Pour la majorité des hommes, y compris de la gauche, nous sommes mères et épouses avant tout”



Manifestation pour la libéralisation de l'avortement dans les rues de Grenade.

foyer : elles restent demandeuses d'emplois.

La femme active — entendez ayant un emploi fixe et légal — a changé de profil : auparavant, elle était jeune, célibataire, sans enfants et de formation inférieure ; aujourd'hui, elle a entre 25 et 40 ans, est mariée avec deux enfants et possède une formation moyenne à supérieure.

Cette description donne toute la mesure du changement survenu chez les Espagnoles durant cette décennie.

Avec la crise, beaucoup sont devenues soutien de famille. Il arrive fréquemment qu'un seul salaire serve à entretenir trois générations. Le travail n'a donc pas comme objectif l'indépendance économique. Pour Pili, « il serait insensé, aujourd'hui, de quitter le marché du travail pour se marier. On peut, d'un certain point de vue, dire que nous sommes obligées de travailler. Cela n'empêche pas que nous y gagnions plus d'indépendance. Ici, comme partout, nous ne voulons pas dépendre des maris ou des parents ! »

Carmen nuance ces propos : « C'est vrai pour beaucoup de femmes. Mais les vieilles idéologies continuent à subsister. La société espagnole est encore et toujours machiste ». Et elle cite l'affaire qui a fait récemment la une des journaux : « Dans les mines d'Asturies, les hommes ont em-

et qui ont des enfants, n'ont donc rien à faire dans une mine. Ils sont appuyés par tous les syndicats et les mères de chômeurs. Cette affaire dont l'issue est encore incertaine symbolise bien notre situation : celle d'une confrontation entre nos aspirations et les conceptions de la majorité, masculine surtout, y compris de la gauche. Pour eux, nous sommes mères et épouses avant tout ! »

Les démographes espagnols ont commencé leur chemin de croix avec la disparition de Franco... depuis 1975, rien ne va plus dans les familles.

1975 pourrait être qualifiée comme l'année de toutes les ruptures : le taux de fécondité, qui jusque-là s'était maintenu à 2,95 enfants par femme, s'est abaissé à 1,7 en 1984 ; les mariages, de 270 000, descendent à 180 000, et cela malgré l'apport considérable de secondes noces provoquées par la loi sur le divorce de 1981³.

Les Espagnols, au niveau statistique, ont modifié leur comportement pour le rapprocher de celui des autres Européens. C'est visible dans le Nord et dans les grandes villes, c'est moins évident dans le Sud. Les coupables ? Sûrement pas la contraception, interdite jusqu'en 1978 et d'usage restreint. Le travail des femmes hors du foyer ? Il est certain qu'il a joué son rôle :



Dans certaines couches sociales, le mariage reste le seul moyen d'échapper à l'emprise des parents

Photo tirée de « Une année des femmes 1985 », par Gaston Malherbe, André Eiselé, Editeur.

mettre en évidence des intérêts nouveaux. Mais l'Espagne a ses particularités. La transition à la démocratie a permis une rupture dans les comportements, elle n'a pas liquidé les mentalités d'antan. L'Eglise maintient son influence, notamment dans les campagnes, où le curé continue à tout contrôler. Le concubinage est rare, même dans les villes, et les enfants nés hors mariage une exception.

« Il faut chercher des explications du côté de la situation économique. Les jeunes, sans perspective de travail, ne peuvent

avoir des projets. De nombreux couples sont condamnés aux fiançailles à perpétuité... L'ironie d'Inma tente de cacher le souci que lui cause sa propre situation. « J'ai envie d'un enfant, mais comment pourrais-je l'éduquer ? Je n'aurai certainement pas de boulot : il n'est pas question d'élever un gosse dans la misère, comme l'ont fait nos parents. De plus, ma famille ne comprendrait pas que j'aie un enfant sans être mariée. Ils sont de l'ancien régime, sur ces questions, et moi je dépends d'eux, financièrement. »

Et pourquoi ce refus du mariage, considérations économiques mises à part ? Inma sourit : « Parce que les hommes sont machistes, y compris ceux qui se disent progressistes. Les relations que j'ai eues jusqu'à présent n'avaient rien d'égalitaire. »

Les propos d'Inma sont radicaux. Ils caractérisent bien les femmes de l'après-franquisme. En dix ans, elles ont effectué le même chemin que les femmes d'autres pays ont parcouru en deux générations. Le reste de la société n'a pas évolué au même rythme, ce qui explique les conflits permanents que vivent les Espagnoles. Le machisme est partout présent : dans l'éducation, dans la rue, dans les couples — les femmes battues et violées sont légion — et jusque dans les discours des membres socialistes du gouvernement.

Mes interlocutrices appartiennent à une couche privilégiée : formation professionnelle, accès à la contraception... Elles font partie des 6 % de femmes qui ont recours aux centres de planification, seul moyen d'obtenir une méthode anticonceptionnelle sûre.

Si seuls 47 % des couples pratiquent une contraception — dont 16,5 % utilisent le coït interrompu — c'est bien parce que l'information n'existe pas. Le personnel des centres n'est pas formé ou l'éthique des médecins va à l'encontre de l'usage de contraceptifs. Les anecdotes ne manquent

Quelques chiffres

Population de 16 ans et plus (1980)

hommes : 12 725 000
femmes : 13 800 000

dont : chômeurs : 3 000 000
(70 % sans indemnisation)

Population active (1982)

hommes : 79,3 %
femmes : 33,1 %

Femmes et politique :

Congrès 1986 : 23/350 (6,6 %)

Sénat 1986 : 14/253 (5,5 %)

Gouvernement : 0 femme ministre

Pourcentage de la population bénéficiant des différents niveaux de formation

	1971-72		1977-78	
	hommes	femmes	hommes	femmes
EGB*	50	50	51,3	48,7
BAC	54,6	45,4	49,2	50,8
FP**	—	—	65,7	34,3
autres	69,2	30,8	35,4	64,6
Uni et ETS	71,8	28,2	59,7	40,3

* Enseignement général de base

** Formation professionnelle



Pili, 28 ans, professeur d'EGB.

pas : il suffit de citer Pili, qui s'est vu refuser un test de grossesse parce qu'elle est célibataire, ou Carmen, qui n'a pas réussi à obtenir un diaphragme parce que le médecin ne savait pas ce que c'était.

La conséquence ? Les grossesses involontaires sont courantes. Chaque année, 200 000 Espagnoles vont avorter à Londres, dans une clinique privée ou chez la matrone du coin. Cela fait une interruption pour deux naissances ; dans le reste de la CEE, excepté le Portugal, la proportion est de un quart.

Une loi dépénalisant l'avortement est entrée en vigueur en juillet 1985. Moins de 200 interruptions légales ont été pratiquées depuis. Recourir à cette loi constitue un acte de courage : de nombreuses femmes, après avoir passé le barrage de la commission chargée de délivrer les autorisations, n'ont pas trouvé d'hôpital disposé à pratiquer l'intervention. La majorité des médecins se réfugie derrière la clause de conscience ; un exemple : les 5 médecins-chefs de Barcelone qui ont laissé une femme de 42 ans malade du cœur, se vider de son sang pendant 27 jours. Motif : lui pratiquer le curetage nécessaire à l'arrêt de l'hémorragie aurait « constitué un crime, puisque le fœtus aurait été délogé ». La grossesse était de 12 semaines.

En 1 an, 9 femmes sont mortes des suites d'avortements clandestins. Lourd bilan pour un gouvernement socialiste. Celui-ci tergiverse, pris entre l'Eglise et la droite — qui entre deux propositions d'adoption,

“Ici, on risque encore de mourir ou d'aller en prison pour avoir avorté”

organise des offrandes d'œillet « aux nonnés » — et le mouvement féministe, très fort, qui exige l'avortement libre et gratuit. Pour tenter de se sortir du pétrin et de rendre la loi plus efficace, les socialistes ont autorisé les cliniques privées à pratiquer les interruptions. La riposte des juges — en majorité de droite — a été fulgurante : mise sous scellés des cliniques et incarcération de leur personnel pour pratiques abortives. Deux cents femmes sont en prison depuis des années pour les mêmes motifs.

La situation pourrait prêter à rire, s'il ne s'agissait pas de la vie et de la santé de milliers de femmes. « On ne pourra pas parler de culture démocratique tant qu'il existera des discriminations envers les femmes. »

C'est le ministre de la santé, Javier Solana, qui l'a affirmé devant le congrès des députés, en septembre 1985. Et de demander un rapport sur la situation à l'Institut de la femme : le troisième dossier du genre, « pour lutter par tous les moyens contre le machisme réel de notre société ». Le gouvernement n'est pas pressé ; les Espagnoles n'ont pas encore fini de souffrir des conséquences du franquisme et de la crise. Combien d'années encore pour que disparaissent les mentalités d'antan et que les faits s'adaptent à la réalité ?

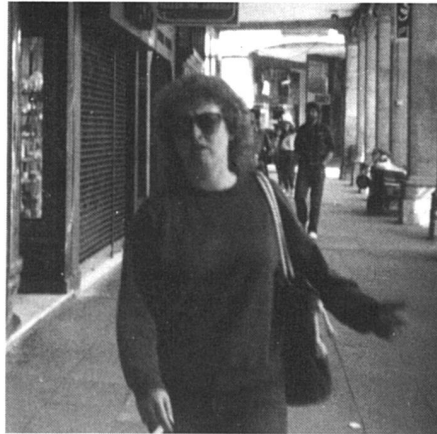
Ariane Tonon

¹ De 1978 à 1984, 2 236 000 emplois industriels ont disparu.

² Le salaire minimal est fixé à 43 000 pts (530 francs). Une personne seule ne peut pas en vivre.

³ Des milliers de couples séparés sous le franquisme ont pu divorcer et légaliser leur situation avec leur nouveau conjoint.

« Entre nos mères et nous, il y a bien plus qu'une génération... »



Carmen, 30 ans, psychologue.

Carmen a 30 ans. Elle raconte son histoire personnelle parce que « c'est celle de milliers de femmes qui ont mon âge ».

FS : Tu avais 18 ans quand Franco est mort. Comment l'as-tu vécu ?

C : Je ne me suis aperçue de rien. J'étais en train de terminer mon bac dans un collège de religieuses. J'ai suivi toute ma scolarité dans cette école, à Almeria. Les journées étaient rythmées par les messes, les rosaires, les confessions et les punitions. J'en suis sortie totalement inculte et ignorante de la réalité : tout ce que je savais, c'était la vie des saints.

Je suis arrivée à Grenade en 1976. L'Uni était en ébullition : grèves, meetings, journaux clandestins, profs en prison... Je ne comprenais pas très bien ce qui se passait, mais j'étais attirée par tout ce mouvement, par les discours de la gauche. J'avais été tellement réprimée que j'avais besoin de réagir agressivement contre toutes les valeurs qu'on m'avait mises dans la tête.

FS : Qu'est-ce que tu as le plus remis en cause ?

C : Mes conceptions de ce qu'une femme doit faire dans la vie, je crois. Cela a été brutal, surtout dans le domaine de la sexualité. Je ne savais pas ce que c'était qu'un homme ! Au collège, il était interdit de regarder passer les garçons dans la rue. On nous avait appris qu'une femme décente arrivait vierge au mariage ; qu'elle devait accepter tous les enfants que Dieu envoie et ne devait jamais se plaindre de son mari. Toutes les autres femmes étaient des putes...

En 1976-1977, tout le monde couchait

avec tout le monde, dans les milieux universitaires ; c'était le résultat de tant d'années de répression. Moi, j'étais bloquée, je n'osais pas fouler au pied toute la morale catholique. On se moquait de moi, on me traitait de retardée, de petite fille des nonnes. J'ai fini par faire le pas, sous la pression.

Je me suis rendu compte, plus tard, que les hommes nous avaient utilisées. Leur comportement a été aussi machiste que celui de nos pères, mais à l'autre extrême. Ils disaient que la révolution passait par le lit, qu'il fallait se libérer de tous ces vieux schémas. Alors, comme je voulais faire la révolution...

FS : Comment juges-tu cette évolution subite ?

C : Positivement : elle nous a permis de devenir ce que nous sommes aujourd'hui. Mais cela a été difficile à assumer : on n'a pas eu le temps d'évoluer petit à petit, on a dû sauter d'une extrême à l'autre. Plusieurs copines ont dû suivre une thérapie : le choc entre les deux mondes a été trop violent pour qu'elles s'en sortent indemnes. Pour les hommes, c'était plus facile : ils n'avaient pas tous ces interdits derrière eux.

FS : Comment ont réagi tes parents ?

C : Mon père est mort avant mon entrée à l'Uni. Il s'opposait à ce que je continue mes études. C'est triste à dire, mais c'est sa mort qui m'a ouvert d'autres horizons.

Ma mère croit fermement à toutes les valeurs qu'on lui a inculquées. Elle est la gardienne de la morale. Elle avait crises de larmes sur crises de larmes, me menaçait de me couper les vivres si je ne me mariais pas. Pour elle, les femmes sont toujours coupables : d'un divorce, d'un mari buveur, d'un enfant mal éduqué... Nous sommes là pour payer, par notre souffrance, les conséquences de cette culpabilité. Elle-même a toujours souffert : d'un mariage qu'elle n'a pas choisi, d'un mari colérique, des « écarts de conduite » de ses cinq filles... Elle va tous les jours à la messe et sur la tombe de mon père. Elle a 55 ans et pourtant le dialogue est impossible.

Il y a plus d'une génération de différence entre nos mères et nous. Il y a d'ailleurs aussi d'énormes différences entre les adolescentes d'aujourd'hui et nous. Ma sœur, à 14 ans, parle de sexualité ; moi, je ne savais pas que ce mot existait et je jouais à la poupée !